

## AÏN-TÉMOUCHENT

# La colère des cancéreux

**Plusieurs malades cancéreux sont montés hier au créneau pour crier leur colère quant aux problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement dans la wilaya de Aïn-Témouchent.**

Une vingtaine d'entre eux se sont réunis au siège de l'association El-Fedjr implanté dans la cité Haï-Zitoun de Aïn-Témouchent en présence des correspondants de presse et des journalistes de la télévision algérienne. Les malades ont énuméré les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent.

Le premier intervenant, un professeur en retraite, dira qu'il s'est inscrit au centre régional d'imagerie médicale relié à la Cnas pour subir une IRM, seulement on lui a fixé un rendez-vous dans quatre mois. Voulant gagner du temps, il s'est dirigé vers un centre privé à Oran où il a payé cash 13 000 DA, mal-

heureusement, la Cnas ne rembourse même pas 25%, conclut-il. Une femme, âgée d'une quarantaine d'années, a évoqué le problème du déplacement assez coûteux et très fatigant pour les malades qui sont obligés de se rendre à Oran pour subir des séances de radiothérapie. Elle préconise qu'on mette à la disposition de ces malades une ambulance qui les soulagera.

La présidente de l'association El-Fedjr a ensuite invité les correspondants et les journalistes à se rendre au domicile de certains malades à Sidi-Safi et Béni-Saf. Une femme, la trentaine, a exposé son cas en disant qu'elle est atteinte de cancer du sein, et indiqué que plusieurs autres membres de sa famille sont également malades. Elle est divorcée avec deux enfants mineurs à charge. Elle n'a pas pu effectuer les examens de scanner et d'IRM en raison de son incapacité financière et aussi parce que la Cnas ne rembourse pas intégralement ces deux examens ; elle finira



Photo : D. R.

par remercier les âmes charitables et l'association El-Fedjr qui lui viennent en aide. La présidente de cette association, M<sup>me</sup> Berrichi, résume en quelques mots les difficultés que rencontrent les malades cancéreux entre autres le problème du déplacement vers Oran ; elle dira que grâce aux âmes charitables,

l'association El-Fedjr a réussi à procurer des médicaments aux malades, de même qu'elle a pu assurer des examens de scanner et d'IRM à certains. Toutefois, vu les faibles moyens financiers dont elle dispose, elle ne peut satisfaire un grand nombre de malades

S. B.

## JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉMIGRATION

### Des conférences dans les établissements scolaires

A l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, la direction des affaires religieuses et wakf, en collaboration avec celle de l'éducation de la wilaya de Aïn-Témouchent, a organisé des conférences sur ledit évènement au profit des élèves d'établissements scolaires.

Ces conférences ont été présentées par des professeurs d'histoire et des personnes ayant vécu cette journée mémorable, le 17 octobre 1961, où des centaines d'Algériens ont été jetés dans la Seine pour avoir osé demander leur liberté, un évènement qui devra être connu par toutes les générations, notamment les jeunes qui, malheureusement, ignorent plusieurs épisodes de la Révolution algérienne.

S. B.

## AÏN-DEFLA

# Rencontre sur les risques cardiovasculaires à Khemis-Miliana

**L'Association des médecins spécialistes de Aïn-Defla (Amsad) a organisé, samedi, une journée médicale à l'intention des médecins généralistes de la région, dans le cadre de la formation continue, la 8<sup>e</sup> du genre depuis sa création il y a 10 ans.**

Cette activité scientifique s'est tenue dans l'auditorium du centre universitaire de Khemis-Miliana. 15 interventions se sont succédé en 3 thèmes, à savoir «Risques cardiovasculaire», «Le diabète avec ses complications inhérentes à ses impacts sur le système cardiovasculaire» et «Les urgences cardiologiques» sous forme de table ronde avec la participation d'éminents professeurs à l'image de Benkhedda, Latrèche et Tahmi, spécialisé dans les urgences cardiovasculaires en milieu sportif. Les intervalles entre les 3 phases ont permis aux nombreux participants de s'informer sur les meilleures conduites à tenir et les stratégies de traitement ou de prévention. Le Dr Zidani rapporte, citant les statistiques de l'OMS, que sur les 57 millions de décès enregistrés chaque année dans le monde, 36 millions décèdent suite aux maladies non transmissibles telles que le diabète, le cancer, l'hypertension artérielle... pour ne citer que celles-ci. Il note aussi que pour la première fois depuis sa création, l'ONU a ouvert le débat sur les maladies non transmissibles et recommandé au

Etats membres de prendre en charge ces pathologies qui touchent pratiquement tous les pays. Leur prise en charge, note l'intervenant, coûte très cher. S'agissant de l'Algérie, on indique qu'en 2010 nous avons importé pour 2,5 milliards d'euros de médicaments et d'équipements médicaux. Cependant, des voix s'élèvent ici et là pour dire que le «tout médical» n'arrivera pas à endiguer la recrudescence des maladies mais qu'il faut agir en aval par l'amélioration des conditions de vie, une alimentation plus équilibrée et plus saine, moins de sédentarité et plus d'activité physique qui diminuent, voire éliminent dans de fortes proportions les facteurs de risque tels que l'obésité qui devient une menace grave pour la santé publique dans notre pays. Sur quels facteurs de risque doit-on agir alors qu'on en dénombre 300 ? On indique qu'il est indispensable de cibler ceux qui sont modifiables, réversibles, le surpoids par exemple ou la sédentarité. Le Dr Tahmi, intervenant sur l'intérêt de la pratique des activités physiques, a montré les multiples retombées bénéfiques sur le sujet

sain ou malade, tout en recommandant la régularité de ces activités, qu'elle soient individualisées, ciblées, adaptées et suivies. Effets bénéfiques sur le poids, le cœur et les autres organes, la circulation sanguine et les vaisseaux sanguins, les capacités respiratoires, donc une meilleure oxygénation sans compter qu'elles contribuent à tonifier et raffermir les muscles. Plusieurs études entreprises de par le monde démontrent que la pratique de l'exercice physique régulier et adapté permet de faire baisser le taux de mortalité. Certains participants ont relevé que l'éducation des populations est une œuvre de longue haleine «c'est là que le médecin doit faire preuve de son art de convaincre le patient», a-t-il été répondu. Le tabagisme et les risques cardiovasculaires qu'il génère a fait l'objet de l'intervention du Dr Mameri. Après avoir démontré l'action néfaste du tabac, elle a eu cette phrase : «Il ne peut y avoir de seuil minimum de consommation du tabac comme certains ont tendance à le croire.» Le Dr Fouzia Kessal a insisté sur le contrôle de la glycémie post-prandiale 2 heures après les repas, même si la glycémie à jeun est normale. «C'est au moment de la digestion qu'on peut s'apercevoir si les 2 phases naturelles de sécré-

tion se font ou si c'est seulement la 2<sup>e</sup> phase qui se fait et qui dans ce cas se traduit par une hyperglycémie qui peut être un sérieux facteur de risque d'accident cardiovasculaire.» Le Dr Larbi Bouamrane, fondateur et président en exercice de l'Amsad depuis 10 ans, éditeur de la revue *La Pratique médicale*, dans un entretien qu'il nous a accordé, se dit convaincu que c'est dans la formation et la recherche que l'on se doit d'investir si on veut réellement assurer une meilleure prise en charge des problèmes de santé auxquels nos populations sont confrontées au quotidien... En investissant plus dans les hommes, dans leur formation, on fera plus d'économies budgétaires quand on sait qu'on dépense des milliards de dollars à importer des médicaments.

«Depuis 10 ans que nous activons, nous le faisons sur nos propres deniers et avec l'aide unique de nos sponsors qui croient en notre activité. De l'Etat, nous n'avons reçu aucun centime à ce jour.» Cela est d'autant plus désolant que des associations qui pourtant reçoivent régulièrement des subventions importantes n'ont jamais justifié de la moindre activité sauf de dépenser l'argent public à des fins parfois non louables.

Karim O.

## SOUK-AHRAS

### Un groupe de jeunes chômeurs saisit le ministre du Travail

Il y a deux jours, un groupe de jeunes chômeurs, candidats à un concours oral à la Cnas de Souk-Ahras, ont observé un sit-in de plus d'une demi-heure devant le siège de cette administration en signe de protestation contre la manière de sélection dans ce recrutement. Tout a en fait commencé au lendemain de l'annonce au niveau de l'Anem de Souk-Ahras des 20 candidats admis. La tension monte de plusieurs crans ce qui amène les protestataires à solliciter l'intervention du ministre du Travail et du directeur général de la Caisse nationale de la sécurité sociale par une missive dont une copie est en notre possession.

Les rédacteurs de la lettre fustigent l'attitude du jury et du directeur de la Cnas de Souk-Ahras dans la sélection. Dans la correspondance datée du 13 octobre 2011 adressée à M. Tayeb Louh, ministre du Travail ils dénoncent «les agissements illicites du directeur de la caisse de Souk-Ahras et la commission ad hoc, et ce, suite à la validation et l'octroi de vingt postes réservés aux jeunes chômeurs de Souk-Ahras au cours du premier trimestre de cette année. Ce dernier, au lieu d'activer la procédure réglementaire de recrutement, est resté dans l'expectative usant d'une tergiversation inouïe pendant 6 mois». Selon toujours la même lettre, cette longue attente est ici équivoque parce qu'elle prête à plusieurs traductions. En sus, ce dernier, juste après le mois du carême, a consenti de faire engager la procédure de recrutement par le biais de l'Anem.

Les contestataires dénoncent la partialité de la commission ad hoc qui, selon eux, a commis une faute inexpiable pour des desseins inavoués usant du passe-droit et du favoritisme en privilégiant leurs enfants, il y a même un député qui a recruté sa nièce. Bien entendu, on ne peut pas être juge et partie». Dans la même correspondance, les jeunes protestataires interpellent le ministre à dépêcher une commission d'enquête pour tirer cette affaire au clair et geler la liste des candidats admis. En concomitance à cette affaire, nous venons d'apprendre que même le wali de Souk-Ahras a été saisi par une requête.

Barour Yacine

## UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE

# Le système LMD soulève l'ire des candidats au master

**Décidément, le «fameux» système LMD n'en finit pas de faire des mécontents parmi les étudiants, notamment chez les candidats aux concours de master. Ainsi, à peine l'année universitaire entamée, les étudiants de l'université Mentouri de Constantine renouent avec la protestation pour déplorer les multiples tares engendrées par ce système.**

En effet, des dizaines d'étudiants relevant des départements de droit, de sciences économiques et sciences politiques sont montés au créneau lundi et mardi pour protester contre «les conditions pénalisantes et incompréhensibles imposées par l'UMC pour l'accès aux concours de master», réclamant «une augmentation des taux

d'admission». Les étudiants en colère, soutenus par leurs camarades des première, deuxième et troisième années, ont bloqué pendant pratiquement toute la matinée de mardi et mercredi l'accès à la tour administrative.

Il y a deux jours, une tension palpable régnait encore dans l'esplanade de l'université Mentouri où des groupuscules d'étudiants mécontents, a-t-on constaté, se sont formés en vue de décider de la démarche à poursuivre dans les jours à venir.

Cela ne va pas sans dire que ces derniers, déçus par la «représentativité médiocre» de certaines organisations estudiantines «pacifiées et/ou alignées» par l'administration, préfèrent, souligne-t-on, revendiquer leurs droits en dehors de ces organisations. En tout état de cause, en

dépît de «l'ire» qu'elles soulèvent parmi les étudiants, des organisations estudiantines à l'instar de l'Ugel ou l'UNEA n'ont pas manqué de manifester, à travers des communiqués de presse, leur «indignation» de ce que traverse l'université.

Ainsi, dans un communiqué de presse parvenu à notre rédaction, l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a estimé que la rentrée universitaire s'est déroulée, à l'instar de celle des années précédentes, «dans la confusion et l'indifférence totale de la part de l'administration quant à l'organisation et la prise en charge des revendications socio-pédagogiques des étudiants». Et d'alerter dans ce sens que «la fuite en avant des responsables n'aura de conséquences que l'aggravation de la crise».

F. B.